[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 10/11/2026

Notification de licenciement pour faute lourde

[Madame/Monsieur],

Nous faisons suite à l'entretien préalable qui s'est tenu le [date de l'entretien], au cours duquel vous étiez assisté(e) ou aviez la faculté de l'être, et où vous avez pu présenter vos observations. Les explications recueillies à cette occasion ne nous ont pas conduits à modifier notre appréciation des faits. Par la présente, nous vous notifions votre licenciement pour faute lourde.

Cette décision repose sur les faits suivants, que nous vous reprochons : [décrire précisément chaque fait, avec sa date, son lieu et ses circonstances]. Ces agissements ont été accomplis avec une intention manifeste de nuire à l'entreprise et nous ont causé un préjudice direct. Ils rendent impossible la poursuite de notre relation de travail, y compris pendant la durée d'un préavis.

En raison de cette qualification, votre contrat de travail prend fin dès la première présentation de ce courrier, sans préavis ni indemnité de préavis. Vous ne percevrez pas non plus d'indemnité de licenciement. Votre indemnité compensatrice de congés payés vous reste en revanche acquise et vous sera réglée avec votre solde de tout compte.

Votre solde de tout compte, votre certificat de travail et l'attestation destinée à France Travail seront tenus à votre disposition à compter de la rupture. Nous vous demandons de restituer, avant votre départ, l'ensemble des biens de l'entreprise en votre possession : [matériel, clés, badge, téléphone, véhicule, documents].

Nous vous informons que ce licenciement, prononcé pour un motif disciplinaire, ne vous prive pas de votre droit aux allocations chômage, sous réserve de votre inscription auprès de France Travail. Les motifs énoncés dans la présente délimitent strictement le cadre de la rupture et fixent les limites d'un éventuel litige.

Si vous entendez contester cette décision, vous disposez d'un délai de douze mois à compter de la notification du présent courrier pour saisir le conseil de prud'hommes compétent. Nous restons à votre disposition pour vous transmettre tout document utile à vos démarches.

Nous vous prions d'agréer, [Madame/Monsieur], l'expression de nos salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature